

Sécurité spirituelle et lutte contre le terrorisme : Analyse du rôle du Maroc en Afrique de l'Ouest

EL MHAOURI BENNACEUR

Doctorant en droit public et sciences politiques, Laboratoire des Etudes et de Recherches en Sciences Politiques, Administratives et Financières (LERSPAF), FSJES Mohammedia, Université Hassan II, Casablanca.

EL ASSER ABDERAZZAK

Professeur chercheur en sciences politiques, Laboratoire des Etudes et de Recherches en Sciences Politiques, Administratives et Financières (LERSPAF), FSJES Mohammedia, Université Hassan II, Casablanca.

Résumé :

Cette étude examine le rôle du Maroc dans la promotion de la sécurité spirituelle comme stratégie de lutte contre le terrorisme en Afrique de l'Ouest. L'approche marocaine, fondée sur un héritage religieux bien ancré dans le temps et une politique de modération, se concrétise par des programmes de formation d'imams et des initiatives de coopération religieuse. L'analyse montre l'impact positif de cette stratégie sur la stabilité régionale, tout en soulignant les défis persistants. La recherche s'appuie sur des données quantitatives et qualitatives pour évaluer l'efficacité de cette approche innovante. Elle met en lumière les perspectives d'évolution de la sécurité spirituelle dans le contexte ouest-africain et formule des recommandations pour optimiser son potentiel dans la lutte antiterroriste.

Mots clés : Sécurité spirituelle, Maroc, Afrique de l'Ouest, Terrorisme, Diplomatie religieuse, Islam modéré.

Abstract:

This study examines Morocco's role in promoting spiritual security as a counter-terrorism strategy in West Africa. The Moroccan approach, based on its religious heritage and policy of moderation, is implemented through imam training programs and religious

cooperation initiatives. The analysis reveals the positive impact of this strategy on regional stability, while highlighting persistent challenges. The research uses quantitative and qualitative data to assess the effectiveness of this innovative approach. It sheds light on the prospects for the evolution of spiritual security in the West African context and formulates recommendations to optimize its potential in the fight against terrorism.

Key words: Spiritual security, Morocco, West Africa, Terrorism, Religious diplomacy, Moderate Islam

Introduction

L'Afrique de l'Ouest est confrontée depuis plusieurs années à une recrudescence alarmante du terrorisme. Cette menace grandissante déstabilise la région et met en péril la sécurité, le développement et la stabilité des États. Les groupes extrémistes violents comme Boko Haram, l'État islamique au Grand Sahara (EIGS) ou encore le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM) étendent leur influence, exploitant les fragilités socio-économiques et les tensions intercommunautaires⁶⁷¹. Face à ce défi sécuritaire majeur, les approches conventionnelles de lutte antiterroriste montrent leurs limites, appelant à l'exploration de stratégies innovantes.

Dans ce contexte, le concept de sécurité spirituelle émerge comme une piste prometteuse. Cette approche, qui vise à contrer l'extrémisme violent par la promotion d'un islam modéré et tolérant, gagne en importance dans les cercles académiques et politiques. La sécurité spirituelle repose sur

⁶⁷¹ Assanvo, W., Dakono, B., Thérout-Bénoni, L. A., & Maïga, I, « *Extrémisme violent, criminalité organisée et conflits locaux in Liptako-Gourma*, » Institute for Security Studies, 2021. PP.24-38.

l'idée que la religion peut être un vecteur de paix et de stabilité, plutôt qu'un facteur de division et de violence⁶⁷².

Concept de « sécurité spirituelle » : La sécurité spirituelle est un concept récent qui s'inscrit dans une approche holistique de la sécurité nationale et internationale. Elle repose sur l'idée que la dimension spirituelle et religieuse joue un rôle crucial dans la stabilité sociale et politique d'une nation. Ce concept reconnaît que les croyances, les valeurs et les pratiques religieuses peuvent être instrumentalisées à des fins destructrices comme elles peuvent également servir de rempart contre l'extrémisme violent et le terrorisme.

Selon Seiple et Hoover, la sécurité spirituelle peut être définie comme "*la capacité d'une société à maintenir ses croyances religieuses fondamentales, ses valeurs, ses pratiques et ses communautés confessionnelles établies dans un contexte de pluralisme religieux*"⁶⁷³. Cette définition met en lumière l'importance de préserver la diversité religieuse tout en promouvant la tolérance et le dialogue interconfessionnel. Dans le contexte de la lutte antiterroriste, la sécurité spirituelle prend une dimension particulière. Elle vise à contrer les narratifs extrémistes en promouvant une interprétation modérée et pacifique des textes religieux.⁶⁷⁴ Cette approche cherche à "immuniser" les

⁶⁷² El Houdaigui, R, « *La diplomatie religieuse du Maroc en Afrique subsaharienne : Le cas de la formation des imams africains* », Policy Center for the New South, Rabat 2019. P.56.

⁶⁷³ Seiple, C, & Hoover, D.R, « *Religion and security : The new nexus in international relations* », Rowman & Littlefield, 2004.pp.126-136.

⁶⁷⁴ El Houdaigui, R, « *La diplomatie religieuse du Maroc en Afrique subsaharienne : Le cas de la formation des imams africains* », Policy Center for the New South, Rabat 2019.p.62.

populations contre les idéologies radicales en renforçant leur ancrage dans une tradition religieuse authentique et ouverte.

Relation avec la sécurité nationale

La sécurité spirituelle entretient une relation étroite et complexe avec la sécurité nationale. Traditionnellement, la sécurité nationale se concentrait principalement sur les aspects militaires et économiques. Cependant, les évolutions géopolitiques récentes ont mis en évidence la nécessité d'une approche plus globale, intégrant les dimensions culturelles et identitaires. Dans cette perspective, la sécurité spirituelle apparaît comme un pilier essentiel de la sécurité nationale. Elle contribue à renforcer la cohésion sociale, à prévenir les conflits intercommunautaires et à réduire la vulnérabilité des populations face aux idéologies extrémistes.⁶⁷⁵

Dimensions préventives et curatives

La sécurité spirituelle comporte à la fois des dimensions préventives et curatives dans la lutte contre le terrorisme. Sur le plan préventif, elle vise à créer un environnement religieux et social résilient face aux idéologies extrémistes. Cela passe par la promotion d'un discours religieux modéré, la formation de leaders religieux éclairés et le renforcement des institutions religieuses traditionnelles.

Certains penseurs soulignent l'importance des programmes éducatifs dans cette approche préventive.⁶⁷⁶ Ils mettent en avant le rôle crucial des écoles coraniques et des universités islamiques dans la transmission d'un

⁶⁷⁵ Mandaville, P., & Nozell, M, « *Engaging Religion and Religious Actors in Countering Violent Extremism* », *United States Institute of Peace*, 2017.pp.32-35.

⁶⁷⁶ Bano, M, & Falmier, O, « *Islamic Education in Africa: Writing Boards and Blackboards* », Edinburgh University Press. 2019. PP.76.

islam compatible avec les valeurs démocratiques et les droits humains. La dimension curative de la sécurité spirituelle concerne la réhabilitation et la réinsertion des individus radicalisés. Elle implique des programmes de déradicalisation basés sur une réinterprétation des textes religieux et un accompagnement spirituel personnalisé. L'expérience marocaine en la matière montre l'efficacité de cette approche pour "déconstruire les justifications théologiques de la violence"⁶⁷⁷.

Un aspect important de la dimension curative est la prise en charge des victimes du terrorisme. La sécurité spirituelle intègre des mécanismes de soutien psychologique et spirituel pour aider les communautés affectées à surmonter leurs traumatismes et à résister aux tentations de vengeance. L'articulation entre ces dimensions préventives et curatives est essentielle pour une stratégie de sécurité spirituelle efficace. Elle nécessite une coordination étroite entre les autorités religieuses, les institutions éducatives, les services de sécurité et les organisations de la société civile.

Le concept de Terrorisme : Etymologiquement, le terme « terroriser » signifie créer la terreur, en exerçant une violence qui cause une insécurité.

L'ONU n'a pas établi une définition unique du terrorisme en raison des divergences d'interprétation entre les États membres. Cependant, la résolution 1566 du Conseil de sécurité en 2004 décrit le terrorisme comme « des actes criminels, y compris contre des civils, commis avec l'intention de causer la mort ou des blessures graves, ou de prendre des otages, de

⁶⁷⁷ El-Katiri, M. « *The institutionalisation of religious affairs: Religious reform in Morocco* », The Journal of North African Studies, 18(1), 2013, PP. 53-69.

provoquer un état de terreur parmi la population ou de contraindre un gouvernement ou une organisation internationale à accomplir ou à s'abstenir d'accomplir un acte quelconque »⁶⁷⁸ Cette définition met l'accent sur l'objectif de provoquer la peur et d'exercer une pression politique.

Les chercheurs Alex P. Schmid et Albert J. Jongman ont mené une analyse de plusieurs définitions du terrorisme⁶⁷⁹. Ils identifient les composantes les plus courantes : Usage de la violence et de la menace, Intention de susciter la peur, Motivation politique, Cibles civiles ou non combattantes. Cette définition reste une référence majeure, car elle a permis de cerner le phénomène sous ses aspects tant stratégiques qu'idéologiques.

La chercheuse américaine Martha Crenshaw, spécialisée dans l'étude du terrorisme, le définit comme une « *utilisation délibérée de la violence par des acteurs non étatiques pour influencer un public plus large que la victime directe de l'attaque* »⁶⁸⁰. Elle souligne que le terrorisme vise moins les victimes immédiates que le public, cherchant à influencer des tiers en provoquant un climat de peur et en stimulant la réaction de l'État.

Dans un contexte mondial perturbé par la résurgence des actes terroristes, le Maroc s'est positionné comme un acteur clé dans la lutte contre le terrorisme en développant une stratégie de renforcement de sécurité spirituelle en Afrique de l'Ouest. Fort de son héritage religieux et de

⁶⁷⁸ Conseil de sécurité des Nations Unies. (2004). Résolution 1566, S/RES/1566. New York.

⁶⁷⁹ Schmid, AP et Jongman, A. J, « *Terrorisme politique : un nouveau guide pour les acteurs, les auteurs, les concepts, les bases de données, les théories et la littérature* », New Brunswick, NJ : Transaction Publishers.1988.

⁶⁸⁰ Crenshaw, M, « *Les causes du terrorisme* », Comparative Politics, vol. 13, n° 4, 2018, pp. 379-399.

sa politique de modération, le royaume chérifien a déployé une diplomatie religieuse active dans la région. Cette approche se traduit par des programmes de formation d'imams, des accords de coopération religieuse et des initiatives éducatives visant à promouvoir un islam du juste milieu.⁶⁸¹

L'engagement du Maroc soulève des questions cruciales sur l'efficacité et la portée de la sécurité spirituelle comme outil de lutte contre le terrorisme. A partir de là, nous formulons la problématique suivante: **Comment le Maroc, à travers sa stratégie de sécurité spirituelle, contribue-t-il à la lutte contre le terrorisme en Afrique de l'Ouest, et quels sont les impacts et les perspectives de cette approche innovante ?** Cette question nous invite à explorer les fondements, les mécanismes et les résultats de l'approche marocaine en évaluant son potentiel.

Pour répondre à cette problématique, notre article s'articulera autour de trois axes principaux. Dans un premier temps, nous dressons un état des lieux du développement du radicalisme religieux et du terrorisme en Afrique de l'Ouest. Ensuite, nous analyserons en détail l'approche marocaine de la sécurité spirituelle, en examinant ses fondements historiques et doctrinaux ainsi que ses instruments d'action. La troisième partie sera consacrée à l'évaluation de l'impact de cette stratégie en Afrique de l'Ouest en montrant les limites. La pertinence de cette recherche réside dans son exploration d'une approche encore peu étudiée dans la littérature scientifique. Alors que la plupart des travaux sur le terrorisme en Afrique de l'Ouest se

⁶⁸¹ Baylocq, C., & Hlaoua, A. « Diffuser un « islam du juste milieu » ? Les nouvelles ambitions de la diplomatie religieuse africaine du Maroc. », *Afrique contemporaine*, 257(1), 2016. P113-128.

concentrent sur les aspects militaires et sécuritaires, notre étude met en lumière le rôle potentiel de la religion comme facteur de stabilisation⁶⁸².

I. Le radicalisme religieux et le développement du phénomène terroriste en Afrique de l'Ouest

A. État des lieux du terrorisme

L'Afrique de l'Ouest est confrontée à une menace terroriste croissante qui déstabilise la région depuis plus d'une décennie. Les groupes djihadistes, initialement concentrés dans le Sahel, ont progressivement étendu leur influence vers les pays côtiers, créant une situation sécuritaire alarmante. Le nombre d'attaques terroristes dans la région a augmenté de 250% entre 2018 et 2022, avec une concentration particulière dans la zone des trois frontières entre le Mali, le Burkina Faso et le Niger.⁶⁸³

Les principaux acteurs de cette menace sont des groupes affiliés à Al-Qaïda et à l'État islamique. Le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM), lié à Al-Qaïda, et l'État islamique au Grand Sahara (EIGS) sont les plus actifs. Leur capacité à exploiter les tensions locales et à s'adapter aux contextes nationaux a considérablement renforcé leur résilience face aux efforts de contre-terrorisme. L'évolution de la menace terroriste se caractérise par une sophistication croissante des modes opératoires.⁶⁸⁴ L'utilisation accrue d'engins explosifs improvisés et le recours à des tactiques

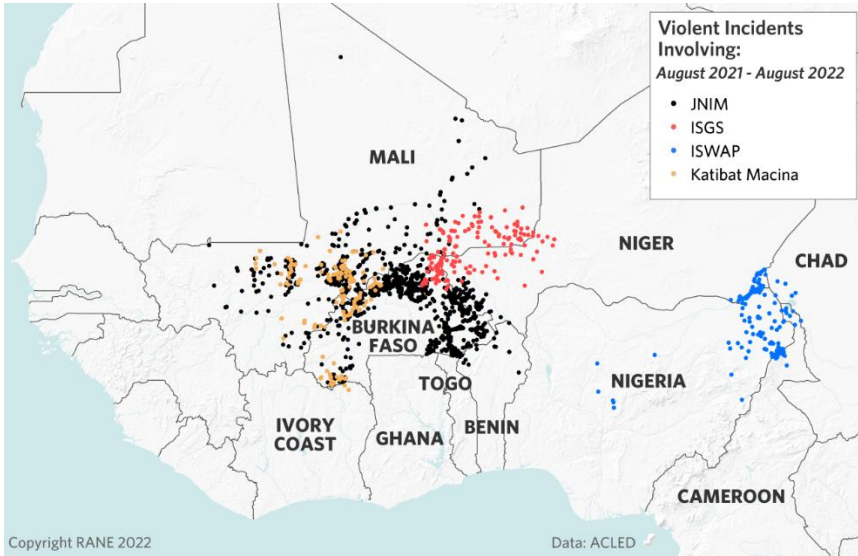
⁶⁸² Sambe, B, « *Boko Haram dans le bassin du lac Tchad : Au-delà du sécuritaire, le danger social* », L'Harmattan, 2018. PP. 23.25

⁶⁸³ Thurston, A. « *Jihadists of North Africa and the Sahel: Local Politics and Rebel Groups* », Cambridge University Press. 2023. pp.45-48.

⁶⁸⁴ Assogba, Y. « *Terrorisme et insécurité en Afrique de l'Ouest : Défis et perspectives* », Revue africaine de sociologie, 26(1), 45-62.2022

de guérilla compliquent la réponse des forces de sécurité nationales et internationales.⁶⁸⁵ Cette adaptation constante des groupes terroristes pose un défi majeur aux stratégies antiterroristes conventionnelles.

Figure 1 : Cartographie des zones d'influence terroriste en Afrique de l'Ouest



Source : *Violent Incidents Involving Armed Groups in West Africa*. RANE (2022).

La cartographie des zones d'influence terroriste (Figure 1) illustre l'expansion géographique des groupes djihadistes. On observe une concentration des activités dans le Sahel central, avec une extension vers les pays côtiers comme le Bénin, le Togo et la Côte d'Ivoire. Cette

⁶⁸⁵ Ibidem.

progression vers le sud représente une menace directe pour la stabilité économique de la région, en ciblant des zones jusqu'alors épargnées.

B · Facteurs de vulnérabilité : La prolifération du terrorisme en Afrique de l'Ouest s'explique par une combinaison complexe de facteurs de vulnérabilité. La pauvreté endémique et le chômage élevé, particulièrement chez les jeunes, créent un terreau fertile pour le recrutement par les groupes extrémistes. Le taux de chômage des jeunes dans la région atteint 60% dans certains pays, alimentant un sentiment de désespoir et de marginalisation.⁶⁸⁶

La faiblesse des institutions étatiques constitue un autre facteur crucial. L'incapacité de nombreux gouvernements à assurer une présence effective sur l'ensemble de leur territoire crée des zones de non-droit propices à l'implantation des groupes terroristes.⁶⁸⁷ Cette absence de l'État se traduit souvent par un manque de services de base, renforçant le ressentiment des populations locales envers les autorités centrales. Les conflits intercommunautaires, souvent liés à la gestion des ressources naturelles et exacerbés par les changements climatiques, offrent aux groupes terroristes des opportunités d'infiltration. En se positionnant comme protecteurs de certaines communautés, ils parviennent à gagner un soutien local. Ces

⁶⁸⁶ La banque mondiale, <s://documents.banquemoniale.org/fr/publication/documentsreports/documentdetail/099432109302226358/idu0108839d908f7f0437a09> 2022.

⁶⁸⁷ Kwarkye, S., Abatan, E. J., & Matongbada, M, « *Le coût de la faiblesse de l'État dans le Sahel* », Institute for Security Studies, Rapport sur l'Afrique de l'Ouest, 33 ,2021.p.80.

groupes exploitent habilement les tensions entre agriculteurs et éleveurs pour étendre leur influence.⁶⁸⁸

La porosité des frontières et la circulation incontrôlée des armes légères aggravent la situation sécuritaire. Plus de 50 millions d'armes légères circulent illégalement dans la région⁶⁸⁹, facilitant les activités des groupes armés et compliquant les efforts de sécurisation des frontières.

C. Enjeux régionaux : Face à cette menace multiforme, les enjeux régionaux sont considérables. La stabilité politique et économique de l'Afrique de l'Ouest est directement menacée par la progression du terrorisme. Les investissements étrangers, cruciaux pour le développement de la région, sont compromis par l'insécurité croissante. L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE, 2023) rapporte une baisse de 30% des investissements directs étrangers dans les pays les plus touchés par le terrorisme entre 2019 et 2023.⁶⁹⁰

La cohésion sociale est également mise à rude épreuve. Les déplacements massifs de populations fuyant les zones de conflit créent des tensions dans les régions d'accueil. Plus de 2,5 millions de personnes ont été déplacées dans la région du Sahel en raison de l'insécurité⁶⁹¹, exerçant une pression considérable sur les ressources des pays hôtes. La lutte contre le terrorisme soulève également des questions cruciales en termes de

⁶⁸⁸ Thurston, A. « *Jihadists of North Africa and the Sahel: Local Politics and Rebel Group* », Cambridge University Press. 2023. Pp.124-134.

⁶⁸⁹ Small Arms Survey, « *Rapport sur les armes légères 2022 : La violence armée en Afrique de l'Ouest* », Genève, Small Arms Survey, 2022.

⁶⁹⁰ OCDE. *Perspectives économiques en Afrique* 2023. Éditions OCDE. Paris.

⁶⁹¹ Selon le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, UNHCR, 2024.

gouvernance et de respect des droits humains. Les mesures d'exception mises en place par certains États pour combattre la menace terroriste risquent de fragiliser les acquis démocratiques. Une augmentation des violations des droits humains dans le cadre des opérations antiterroristes, soulignant la nécessité d'un équilibre entre sécurité et respect des libertés fondamentales.⁶⁹²

La coopération régionale apparaît comme un enjeu majeur dans la réponse à la menace terroriste. Les initiatives telles que le G5 Sahel et la Force multinationale mixte (FMM) témoignent de la prise de conscience de la nécessité d'une approche coordonnée. Cependant, les divergences politiques et les contraintes budgétaires limitent l'efficacité de ces mécanismes. Le renforcement de la coopération régionale, notamment dans les domaines du partage de renseignements et de la coordination des opérations, reste un défi crucial pour l'avenir de la sécurité en Afrique de l'Ouest.

II. Rôle de la sécurité spirituelle et actions du Maroc

A. Fondements historiques et doctrinaux

1. Héritage religieux et culturel

Le Maroc, carrefour de civilisations, a forgé au fil des siècles une identité religieuse et culturelle unique. L'islam marocain, empreint de spiritualité soufie et de traditions locales, se caractérise par sa modération et

⁶⁹² Amnesty International. Rapport 2023, « *La situation des droits humains dans le monde* », Londres : Amnesty International.

son ouverture. Cette particularité historique constitue le socle de la stratégie de sécurité spirituelle du royaume.

L'école juridique malékite, prédominante au Maroc et en Afrique de l'Ouest, favorise une interprétation contextuelle et pragmatique des textes sacrés. Cette approche permet une adaptation aux réalités contemporaines tout en préservant l'essence du message religieux. Certains penseurs estiment que "l'islam marocain offre un modèle de coexistence entre tradition et modernité, particulièrement pertinent dans le contexte africain actuel"⁶⁹³

La tradition soufie, profondément ancrée dans la société marocaine, joue également un rôle crucial. Les confréries soufies, véhiculant un message de paix et de tolérance, constituent un rempart naturel contre les idéologies extrémistes. Leur influence s'étend bien au-delà des frontières marocaines, touchant de nombreux pays d'Afrique de l'Ouest.

2. Rôle de la Commanderie des croyants

Au cœur du dispositif marocain de sécurité spirituelle se trouve l'institution de la Commanderie des croyants. Le roi du Maroc, en tant que Commandeur des croyants, incarne l'autorité religieuse suprême du pays. Cette fonction, héritée de la tradition califale, confère au souverain un rôle unique de garant de l'islam et de protecteur des valeurs religieuses.

La Commanderie des croyants permet au Maroc de projeter une influence religieuse légitime et respectée en Afrique de l'Ouest. Comme l'explique Baylocq "cette institution offre un cadre de référence stable et

⁶⁹³ El-Katiri, M, « *The institutionalisation of religious affairs: Religious reform in Morocco* », *The Journal of North African Studies*, 18(1), 2013, pp. 53-69.

crédible, particulièrement apprécié dans un contexte régional marqué par l'instabilité religieuse" ⁶⁹⁴

Le roi Mohammed VI a su moderniser cette institution séculaire pour répondre aux défis contemporains. En promouvant un islam du "juste milieu", il oppose un discours modéré et inclusif aux rhétoriques extrémistes. Cette approche trouve un écho favorable auprès des populations et des autorités religieuses d'Afrique de l'Ouest, confrontées à la montée du radicalisme.

3. Politique religieuse nationale

La stratégie de sécurité spirituelle du Maroc s'appuie sur une politique religieuse nationale cohérente et ambitieuse. Depuis le début des années 2000, le royaume a entrepris une vaste réforme du champ religieux, visant à promouvoir un islam modéré et à lutter contre l'extrémisme.

Cette politique se traduit par plusieurs initiatives concrètes. La restructuration du Conseil supérieur des Oulémas a permis de renforcer le contrôle sur la production et la diffusion du discours religieux. La création de l'Institut Mohammed VI pour la formation des imams, morchidines et morchidates a considérablement amélioré la qualité de l'encadrement religieux⁶⁹⁵. La révision des programmes d'enseignement religieux, tant dans les écoles publiques que dans les institutions spécialisées, vise à promouvoir une compréhension éclairée et contextualisée de l'islam. Selon Theroux-

⁶⁹⁴ Bayloq, C, « *La diplomatie religieuse du Maroc en Afrique subsaharienne : entre soft power et légitimation* », Politique africaine, 158(2), .2020 . PP.231-150.

⁶⁹⁵ Hmimnat, S, « *Spiritual security' as a (meta-)political strategy to compete over regional leadership: Formation of Morocco's transnational religious policy towards Africa* », The Journal of North African Studies, 23(3), 2018, PP. 412-434.

Benoni "cette approche éducative constitue un pilier essentiel de la stratégie préventive marocaine contre la radicalisation"⁶⁹⁶

La capacité du Maroc à mobiliser son capital religieux et culturel au service de la stabilité régionale témoigne de la pertinence de cette approche. Comme le conclut Boukhars "la stratégie marocaine de sécurité spirituelle représente une contribution significative à la lutte contre le terrorisme en Afrique, offrant une alternative crédible aux approches purement militaires"⁶⁹⁷

B. Instruments et mécanismes d'action

1. Formation des imams :

La formation des imams constitue un pilier essentiel de la stratégie marocaine. L'Institut Mohammed VI pour la formation des imams, morchidines et morchidates, créé en 2015, joue un rôle central dans ce dispositif. Cet établissement accueille des étudiants de nombreux pays d'Afrique de l'Ouest, offrant une formation complète alliant théologie islamique, sciences humaines et sociales, et compétences pratiques.

Le programme de formation, d'une durée de deux à trois ans, met l'accent sur la promotion d'un islam modéré et contextualisé. Les étudiants sont encouragés à développer un esprit critique et à acquérir les outils nécessaires pour contrer les discours extrémistes. Selon Belhaj "cette approche pédagogique vise à former des leaders religieux capables de

⁶⁹⁶ Theroux-Benoni, L. A. « *La formation des imams comme outil de prévention de l'extrémisme violent : l'expérience marocaine en Afrique de l'Ouest* », Afrique contemporaine, 2022, pp. 195-214.

⁶⁹⁷ Boukhars, A. « *Maroc : La sécurité spirituelle comme outil de coopération régionale* », Afrique contemporaine, 277-279. 2021.

répondre aux défis contemporains tout en restant fidèles aux principes fondamentaux de l'islam"⁶⁹⁸

L'impact de cette formation se fait déjà sentir dans plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest. Les imams formés au Maroc jouent un rôle crucial dans la promotion de la tolérance et la lutte contre la radicalisation au sein de leurs communautés. Comme le souligne Tadlaoui, "ces leaders religieux deviennent de véritables agents de changement, capables de contrer efficacement les narratifs extrémistes"⁶⁹⁹

2. Coopération religieuse :

La coopération religieuse constitue le deuxième axe majeur de l'approche marocaine. Elle se manifeste à travers divers mécanismes institutionnels et initiatives bilatérales. La Fondation Mohammed VI des Oulémas Africains, créée en 2015, joue un rôle central dans ce dispositif. Le tableau ci-dessous présente un aperçu des principaux dispositifs de coopération religieuse entre le Maroc et l'Afrique de l'Ouest.

Tableau 1 : Dispositifs de coopération religieuse Maroc-Afrique de l'Ouest

| Dispositif | Pays concernés | Domaines d'action |
|---|------------------------------------|-----------------------|
| Fondation Mohammed VI des Oulémas Africains | Tous les pays d'Afrique de l'Ouest | Échanges académiques, |

⁶⁹⁸ Belhaj, A « *La formation des imams comme outil de diplomatie religieuse : le cas du Maroc en Afrique de l'Ouest* », Politique africaine, 161(1), 2021, PP. 171-190.

⁶⁹⁹ Tadlaoui, G, « *Les imams formés au Maroc : vecteurs d'un islam modéré en Afrique de l'Ouest ?* », Critique internationale, 98 (1), 2023, pp. 81-103.

| | | |
|---|---|--|
| | | conférences, publications |
| Accords bilatéraux de coopération religieuse | Mali, Sénégal, Guinée, Côte d'Ivoire, Niger | Formation des imams, gestion des mosquées, lutte contre l'extrémisme |
| Programme d'octroi de bourses d'études | Tous les pays d'Afrique de l'Ouest | Études islamiques, sciences religieuses |
| Conseil supérieur des Oulémas | Mauritanie, Sénégal, Mali, Guinée | Coordination des fatwas, harmonisation des pratiques religieuses |
| Réseau des Institutions de Formation des Imams en Afrique | Mali, Sénégal, Guinée, Côte d'Ivoire, Niger, Burkina Faso | Partage d'expériences, standardisation des programmes |

Source : Données compilées à partir des rapports du Ministère des Habous et des Affaires Islamiques du Maroc (2020–2024), de la Fondation Mohammed VI des Oulémas Africains (2019–2024) et de l'Institut Mohammed VI de Formation des Imams Mochidines et Mochidates (2015–2024).

Cette coopération religieuse multiforme permet au Maroc de projeter son influence spirituelle dans la région tout en renforçant la résilience des

communautés face à l'extrémisme. Comme l'observe Sambe "la stratégie marocaine de coopération religieuse répond à un besoin réel des pays d'Afrique de l'Ouest, confrontés à la montée de l'extrémisme religieux" ⁷⁰⁰

3. Programmes éducatifs

Le troisième pilier de l'approche marocaine repose sur des programmes éducatifs innovants. Ces initiatives visent à promouvoir une compréhension éclairée de l'islam et à développer l'esprit critique des jeunes générations. Le Maroc a mis en place plusieurs programmes d'échanges éducatifs avec des pays d'Afrique de l'Ouest, permettant à des étudiants de la région de suivre des cursus dans les universités marocaines. L'Université Al Quaraouiyine de Fès, l'une des plus anciennes du monde musulman, joue un rôle particulier dans ce dispositif. Elle accueille de nombreux étudiants ouest-africains, leur offrant une formation de haut niveau en sciences islamiques et en études comparées des religions. Selon El Haitami "ces programmes contribuent à former une nouvelle génération de leaders religieux et intellectuels, capables de promouvoir un islam ouvert et tolérant". ⁷⁰¹ Le Maroc a également développé des programmes de formation à distance, utilisant les technologies numériques pour toucher un public plus large. Ces initiatives incluent des cours en ligne, des webinaires et des ressources pédagogiques accessibles via internet. D'après Lamlii "ces programmes numériques permettent de diffuser largement le message d'un

⁷⁰⁰ Sambe, B. « *La coopération religieuse Maroc-Afrique de l'Ouest : entre soft power et sécurité spirituelle* », Politique étrangère, 87(2), 2022, 203-225.

⁷⁰¹ El Haitami, M. *Restructuring female religious authority: State-sponsored women religious guides (Murshidat) and scholars (Alimat) in contemporary Morocco*. Mediterranean Politics, 25(4), 2022, pp . 145-165.

islam modéré, touchant des publics qui n'auraient pas accès à une formation traditionnelle".⁷⁰²

L'approche éducative marocaine ne se limite pas à l'enseignement religieux stricto sensu. Elle intègre également des programmes visant à promouvoir la culture de la paix, le dialogue interreligieux et la citoyenneté. Ces initiatives, souvent menées en partenariat avec des organisations de la société civile, visent à renforcer la cohésion sociale et à prévenir la radicalisation. La stratégie marocaine de sécurité spirituelle en Afrique de l'Ouest, à travers ses différents instruments et mécanismes d'action, offre une approche globale et innovante de la lutte contre l'extrémisme religieux. En combinant formation des imams, coopération religieuse et programmes éducatifs, le Maroc propose un modèle alternatif aux approches purement sécuritaires. Comme EN conclut Werenfels, "l'expérience marocaine démontre l'importance d'une approche holistique, alliant éducation, coopération et dialogue, dans la prévention de l'extrémisme violent".⁷⁰³

Cette stratégie, bien que prometteuse, fait face à des défis importants. La diversité des contextes nationaux en Afrique de l'Ouest, la concurrence d'autres acteurs régionaux et internationaux, ainsi que la persistance de facteurs structurels favorisant l'extrémisme, constituent autant d'obstacles à surmonter. Néanmoins, l'approche marocaine offre des

⁷⁰² Lamlili, N. « Le numérique au service de la diplomatie religieuse : l'expérience marocaine en Afrique subsaharienne », *Afrique contemporaine*, 277-278(1), 2021, pp. 67-86.

⁷⁰³ Werenfels, I. « *Religious soft power as a foreign policy tool: The Moroccan case* », *the Journal of North African Studies*, 28(2), 2023, pp. 289-311.

perspectives intéressantes pour une lutte durable contre le terrorisme et la radicalisation en Afrique de l'Ouest.

III. Impact et Limites de la stratégie marocaine en Afrique de l'Ouest

A. Réalisations concrètes

1. Nombre d'imams formés

L'Institut Mohammed VI pour la formation des imams, morchidines et morchidates, pierre angulaire de la stratégie marocaine, a formé un nombre important d'imams originaires d'Afrique de l'Ouest. Selon les données du Ministère des Habous et des Affaires Islamiques du Maroc, entre 2015 et 2024, plus de 2000 imams ouest-africains ont bénéficié d'une formation complète dans cet établissement. Cette formation, d'une durée de deux à trois ans, couvre non seulement les aspects théologiques, mais aussi les compétences pratiques nécessaires pour promouvoir un islam modéré et contrer les discours extrémistes.

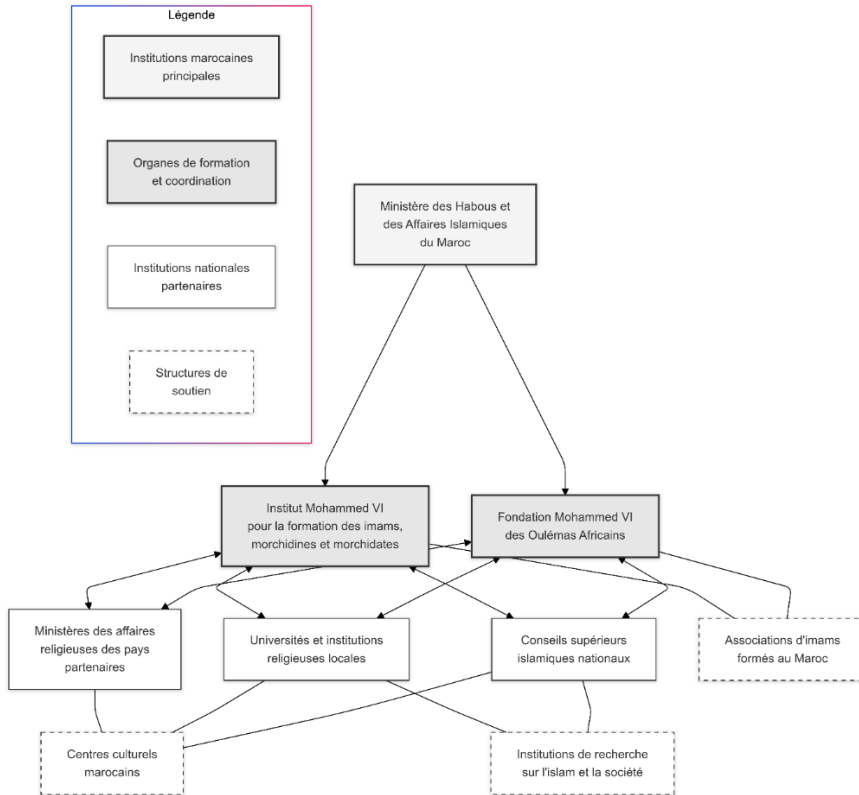
La répartition géographique des imams formés reflète la diversité des pays d'Afrique de l'Ouest. Le Mali, le Sénégal et la Guinée sont les pays qui ont envoyé le plus grand nombre d'imams, suivis par la Côte d'Ivoire, le Niger et le Burkina Faso. Cette diversité contribue à la création d'un réseau transnational d'imams formés selon une approche commune, favorisant ainsi la diffusion d'un message religieux modéré à l'échelle régionale.

2. Institutions créées

La mise en œuvre de la stratégie marocaine a également conduit à la création de plusieurs institutions clés. La Fondation Mohammed VI des Oulémas Africains, établie en 2015, joue un rôle central dans la promotion du dialogue et de la coopération entre les érudits musulmans du Maroc et

d'Afrique subsaharienne. Cette institution organise régulièrement des conférences, des séminaires et des programmes d'échange, contribuant ainsi à la construction d'une compréhension commune de l'islam modéré. Plusieurs centres culturels marocains ont été ouverts dans les capitales ouest-africaines, servant de plateformes pour la diffusion de la culture et des valeurs islamiques promues par le Maroc. Ces centres proposent des cours de langue arabe, des conférences sur l'islam et des activités culturelles, renforçant ainsi la présence culturelle et religieuse du Maroc dans la région. La structure de la coopération religieuse entre le Maroc et l'Afrique de l'Ouest est illustrée dans la Figure 2 ci-dessous :

Figure 2 : Structure de la coopération religieuse Maroc-Afrique de l'Ouest



Source : *Élaboration basée sur les données du Conseil Supérieur des Oulémas (2023), des rapports de la Direction de la Coopération Internationale du Ministère des Habous et des Affaires Islamiques (2022) et des documents officiels des accords bilatéraux Maroc-CEDEAO (2019-2024)*

Cette figure met en évidence la complexité et le multilatéralisme de la coopération religieuse mise en place par le Maroc. Au sommet de cette structure se trouve le Ministère des Habous et des Affaires Islamiques du

Maroc, qui coordonne l'ensemble des initiatives. L'Institut Mohammed VI et la Fondation Mohammed VI des Oulémas Africains constituent les deux piliers principaux de cette coopération, soutenus par un réseau d'institutions partenaires dans les pays d'Afrique de l'Ouest.

3. Accords de coopération

Le troisième axe des réalisations concrètes concerne les accords de coopération signés entre le Maroc et les pays d'Afrique de l'Ouest. Ces accords, qui couvrent divers aspects de la coopération religieuse, constituent le cadre juridique et institutionnel de la stratégie marocaine. Entre 2015 et 2024, le Maroc a signé des accords bilatéraux de coopération religieuse avec la quasi-totalité des pays d'Afrique de l'Ouest. Ces accords portent sur plusieurs domaines, notamment :

- La formation des imams et des prédicateurs
- L'échange d'expertise en matière de gestion des affaires religieuses
- La lutte contre l'extrémisme et la radicalisation
- La promotion du dialogue interreligieux
- La préservation du patrimoine culturel et religieux

Un accord particulièrement significatif a été signé en 2018 avec l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), établissant un cadre de coopération régionale en matière de formation des imams et de lutte contre l'extrémisme religieux. Cet accord témoigne de la reconnaissance régionale de l'expertise marocaine dans ce domaine. Le Maroc a conclu des partenariats avec plusieurs universités et institutions religieuses ouest-africaines. Ces partenariats facilitent les échanges académiques, la reconnaissance mutuelle des diplômes et la mise en place de programmes

de recherche conjoints sur l'islam et la société. L'impact de ces accords se manifeste à travers la mise en place de programmes concrets. Par exemple, au Mali, un programme de formation continue pour les imams locaux a été lancé en 2019, bénéficiant à plus de 500 imams dans les régions les plus vulnérables à l'extrémisme religieux. Au Sénégal, un centre de recherche sur l'islam et le développement durable a été créé en partenariat avec l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar.

C. Analyse des résultats

1. Indicateurs de performance

L'évaluation de l'impact de la stratégie marocaine de sécurité spirituelle en Afrique de l'Ouest nécessite une analyse approfondie des indicateurs de performance. Ces indicateurs, tant quantitatifs que qualitatifs, permettent de mesurer l'efficacité des initiatives mises en place et d'identifier les domaines nécessitant des ajustements.

Un premier indicateur clé est le nombre d'imams formés et leur répartition géographique. Entre 2015 et 2024, l'Institut Mohammed VI a formé plus de 2000 imams ouest-africains. Cette formation a non seulement renforcé les compétences théologiques des imams, mais a également contribué à la diffusion d'un discours religieux modéré dans la région. L'impact de cette formation se mesure par la capacité des imams à contrer les discours extrémistes et à promouvoir la cohésion sociale dans leurs communautés.

Un deuxième indicateur important est le nombre et la nature des accords de coopération signés entre le Maroc et les pays d'Afrique de l'Ouest. Ces accords, qui couvrent divers aspects de la coopération

religieuse, témoignent de la reconnaissance de l'expertise marocaine dans ce domaine. L'efficacité de ces accords peut être évaluée par le nombre de programmes conjoints mis en œuvre et leur impact sur le terrain.

La création d'institutions dédiées à la promotion d'un islam modéré constitue également un indicateur de performance significatif. La Fondation Mohammed VI des Oulémas Africains, par exemple, a organisé de nombreuses conférences et séminaires, contribuant ainsi à la construction d'un discours religieux unifié et modéré à l'échelle régionale. Le tableau suivant présente une synthèse des principaux indicateurs d'impact de la stratégie marocaine entre 2015 et 2024 :

Tableau 2 : Indicateurs d'impact de la stratégie marocaine (2015–2024)

| Indicateur | 2015– 2019 | 2020– 2024 | Évolution (%) |
|--|---------------|---------------|------------------|
| Nombre d'imams formés | 850 | 1150 | +35.3% |
| Accords de coopération signés | 12 | 18 | +50% |
| Conférences/séminaires organisés | 45 | 72 | +60% |
| Centres culturels marocains ouverts | 5 | 8 | +60% |
| Publications contre l'extrémisme (en milliers) | 50 | 85 | +70% |
| Programmes de formation continue lancés | 8 | 15 | +87.5% |

Source : *analyse basée sur les données de l'Observatoire Marocain de la Sécurité Spirituelle (2024), du Centre Africain d'Études et de Recherche sur le Terrorisme (2023) et des rapports d'évaluation de l'Institut Royal d'Études Stratégiques (2015-2024)*

Ce tableau met en évidence une progression significative de l'engagement marocain dans la région entre les périodes 2015-2019 et 2020-2024. L'augmentation du nombre d'imams formés, d'accords signés et de programmes lancés témoigne d'une intensification des efforts du Maroc dans sa stratégie de sécurité spirituelle en Afrique de l'Ouest.

2. Défis et obstacles

Malgré ces indicateurs positifs, la stratégie marocaine fait face à plusieurs défis et obstacles. Le premier défi réside dans la difficulté de mesurer l'impact réel de ces initiatives sur la prévention de la radicalisation et la lutte contre le terrorisme. Les liens de causalité entre la formation des imams et la réduction de l'extrémisme sont complexes à établir et nécessitent des études longitudinales approfondies.

Un autre obstacle majeur est la persistance de l'instabilité politique et sécuritaire dans certains pays d'Afrique de l'Ouest. Cette instabilité limite parfois la portée des initiatives marocaines et complique la mise en œuvre des accords de coopération. Par exemple, la situation sécuritaire au Mali a entravé le déploiement complet du programme de formation continue des imams dans certaines régions du pays. La diversité des contextes nationaux en Afrique de l'Ouest constitue également un défi pour l'approche marocaine. Chaque pays présente des particularités culturelles, linguistiques et religieuses qui nécessitent une adaptation fine des programmes de formation

et de coopération. Cette diversité exige une approche flexible et nuancée, capable de prendre en compte les spécificités locales tout en maintenant une cohérence globale.

La concurrence d'autres acteurs régionaux et internationaux dans le domaine de la coopération religieuse représente un troisième obstacle. Certains pays, comme l'Arabie Saoudite ou la Turquie, mènent également des initiatives de formation d'imams et de promotion de leur vision de l'islam en Afrique de l'Ouest. Cette concurrence peut parfois créer des tensions ou des confusions sur le terrain.

Conclusion :

La présente étude a examiné le rôle du Maroc dans la promotion de la sécurité spirituelle comme outil de lutte contre le terrorisme en Afrique de l'Ouest. Cette approche novatrice, offre une perspective pour contrer l'extrémisme violent dans la région.

Notre analyse a mis en lumière plusieurs aspects fondamentaux de la stratégie marocaine. L'approche marocaine repose sur un socle historique et doctrinal solide, incarné par l'institution de la Commanderie des croyants et une politique religieuse nationale axée sur la modération. Aussi, le Maroc a déployé un ensemble de mécanismes d'action concrets, tels que la formation d'imams, la coopération religieuse bilatérale et des programmes éducatifs innovants. Ainsi, l'impact de cette stratégie en Afrique de l'Ouest s'est traduit par des réalisations tangibles, notamment la formation de milliers d'imams et la création d'institutions religieuses dédiées à la promotion d'un islam modéré tolérant.

En réponse à notre problématique initiale, il est possible d'affirmer que le Maroc contribue de manière significative à la lutte contre le terrorisme en Afrique de l'Ouest à travers sa stratégie de sécurité spirituelle. Cette approche, en s'attaquant aux racines idéologiques de l'extrémisme, complète efficacement les efforts militaires et sécuritaires traditionnels. L'impact de cette stratégie se manifeste à plusieurs niveaux : renforcement des capacités des leaders religieux locaux, diffusion d'un discours religieux modéré, et création d'un environnement intellectuel et spirituel résilient face aux idéologies extrémistes. **Cependant**, notre étude a également mis en évidence certains défis et obstacles. La persistance de facteurs structurels de vulnérabilité dans la région, tels que la pauvreté et la faiblesse des institutions étatiques, limite l'efficacité à long terme de la stratégie marocaine. De plus, la concurrence d'autres acteurs régionaux et internationaux dans le domaine de l'influence religieuse complexifie la mise en œuvre de cette approche.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Amnesty International · (2023) · Rapport 2023 : *La situation des droits humains dans le monde* · Londres : Amnesty International ·
- Assanvo, W ; Dakono, B ; Thérout-Bénoni, L · A ; & Maïga, I · (2021) *Extrémisme violent, criminalité organisée et conflits locaux*, le Liptako-Gourma · Institute for Security Studies ·
- Assogba, Y · (2022) · *Terrorisme et insécurité en Afrique de l'Ouest : Défis et perspectives* · Revue africaine de sociologie, 26(1), 45-62 ·
- Bano, M ; & Falmier, O · (2019) · *Islamic Education in Africa: Writing Boards and Blackboards* · Edinburgh University Press ·

Banque mondiale · (2022) · *Rapport sur le développement dans le monde 2022 : Emploi et transformation économique* · Washington, DC : Banque mondiale ·

Baylocq, C · (2020) · *La diplomatie religieuse du Maroc en Afrique subsaharienne : entre soft power et légitimation* · Politique africaine, 158(2), 131–150 ·

Baylocq, C ; & Hlaoua, A · (2016) · *Diffuser un « islam du juste milieu » ? Les nouvelles ambitions de la diplomatie religieuse africaine du Maroc* · Afrique contemporaine, 257(1), 113–128 ·

Belhaj, A · (2021) · *La formation des imams comme outil de diplomatie religieuse : le cas du Maroc en Afrique de l'Ouest* · Politique africaine, 161(1), 171–190 ·

Boukhars, A · (2021) · *Maroc : La sécurité spirituelle comme outil de coopération régionale* · Afrique contemporaine, 277–278(1), 301–318 ·

El Haitami, M · (2020) · *Restructuring female religious authority: State-sponsored women religious guides (Murshidat) and scholars ('Alimat) in contemporary Morocco* · Mediterranean Politics, 25(4), 145–165 ·

El Houdaigui, R · (2019) · *La diplomatie religieuse du Maroc en Afrique subsaharienne : Le cas de la formation des imams africains* · Policy Center for the New South ·

El-Katiri, M · (2013) · *The institutionalisation of religious affairs: Religious reform in Morocco* · The Journal of North African Studies, 18(1), 53–69 ·

El Katiri, M · (2019) · *The institutionalisation of religious affairs: Religious reform in Morocco* · The Journal of North African Studies, 24(3), 82–99 ·

- Haynes, J. (2009). *Transnational religious actors and international politics*. Third World Quarterly, 30(6), 1041–1058.
- Hmimnat, S. (2018). *'Spiritual security' as a (meta-)political strategy to compete over regional leadership: Formation of Morocco's transnational religious policy towards Africa*. The Journal of North African Studies, 23(3), 412–434.
- Institut d'études de sécurité. (2023). *Rapport sur la paix et la sécurité en Afrique de l'Ouest*. Dakar : ISS.
- Kwarkye, S., Abatan, E. J., & Matongbada, M. *Le coût de la faiblesse de l'État dans le Sahel*. Institute for Security Studies, Rapport sur l'Afrique de l'Ouest, 33, 2021.
- Lamlili, N. (2021). *Le numérique au service de la diplomatie religieuse : l'expérience marocaine en Afrique subsaharienne*. Afrique contemporaine, 277–278(1), 67–86.
- Mandaville, P., & Nozell, M. (2017). *Engaging Religion and Religious Actors in Countering Violent Extremism*. United States Institute of Peace.
- OCDE. (2023). *Perspectives économiques en Afrique 2023*. Paris : Éditions OCDE.
- Omer, A., Appleby, R. S., & Little, D. (Eds.). (2015). *The Oxford handbook of religion, conflict, and peacebuilding*. Oxford University Press.
- Roy, O. (2017). *Jihad and death: The global appeal of Islamic State*. Oxford University Press.
- Sambe, B. (2018). *Boko Haram dans le bassin du lac Tchad : Au-delà du sécuritaire, le danger social*. L'Harmattan.

- Sambe, B. (2022). *La coopération religieuse Maroc-Afrique de l'Ouest : entre soft power et sécurité spirituelle*. Politique étrangère, 87(2), 203–225.
- Seiple, C.; & Hoover, D. R. Religion and security: The new nexus in international relations. Rowman & Littlefield. 2004.
- Small Arms Survey. (2022). *Rapport sur les armes légères 2022 : La violence armée en Afrique de l'Ouest*. Genève : Small Arms Survey.
- Tadlaoui, G. (2023) . Les imams formés au Maroc : vecteurs d'un islam modéré en Afrique de l'Ouest ? Critique internationale, 98(1), 81–103.
- Theroux-Benoni, L. A. (2022). *La formation des imams comme outil de prévention de l'extrémisme violent : l'expérience marocaine en Afrique de l'Ouest*. Afrique contemporaine, 281–282(1), 195–214.
- Thurston, A. (2023) . *Jihadists of North Africa and the Sahel: Local Politics and Rebel Groups*. Cambridge University Press.
- UNHCR. (2024) . *Rapport global 2024*. Genève : UNHCR.
- Werenfels, I. (2023) . *Religious soft power as a foreign policy tool: The Moroccan case*. The Journal of North African Studies, 28(2), 289–311.